ENGAGEMENT GLOBAL

bengo
FÖRDERUNG
AUSLANDSPROJEKTE

Guide pour la réalisation d'études de faisabilité

Programme « Promotion de projets d'importance pour le développement réalisés par des promoteurs privés allemands » (PT) et« Promotion de projets sur le long terme de la société civile » (PT-LDC) du Minis-tère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Version juliette 2024

Ce guide sert d'orientation pour la réalisation des études de faisabilité qui sont demandées avant la mise en œuvre du projet, conformément aux directives de subvention de l'instrument Promoteur privé (PT) et PT-Least Developed Countries (PT-LDC).

L'objectif de l'étude de faisabilité est de fournir au promoteur privé allemand et aux partenaires de projet locaux une **base fondée pour l'amélioration du concept du projet** en expliquant les prérequis, les opportunités et risques et en donnant des indications pour une optimisation éventuelle.

Il s'agit surtout d'une évaluation de la faisabilité d'un projet et d'une vérification systématique indiquant dans quelle mesure l´approche du projet peut obtenir de manière plausible les changements prévus dans les condi-tions-cadres existantes. L'**apprentissage commun** issu des informations obtenues augmente l'efficacité du pro-jet et les mauvais investissements sont évités à temps.

L'étude de faisabilité devrait être effectuée en fonction du besoin réel de renseignements et les études existantes, comme les évaluations externes, doivent être prises en compte de manière adaptée. Cela peut se faire en concentrant l'étude sur les questions encore en suspens ou, après concertation avec bengo, via la reconnais-sance d'études existantes à titre de remplacement partiel ou complet d'une étude de faisabilité.

1. Critères formels pour les études de faisabilité

- **Avant de déposer une demande de subvention de 500 000 euros ou plus, les études de faisabilité doivent obligatoirement être effectuées**. Dans des cas exceptionnels justifiés, une étude de faisabilité peut être exigée par Engagement Global/ bengo ou le BMZ lorsque le volume de la demande de sub-vention est inférieur à 500 000 euros.
- Selon les directives de subvention de base, les dépenses pour toutes les études par des experts indépendants au préalable doivent s'élever au maximum à 10% de la subvention de projet prévue. Les frais doivent cependant être adaptés à l'étendue et à la complexité

du projet. Les **frais peuvent être pris en compte en tant que dépenses susceptibles d'être subventionnées dans le plan de financement** et être remboursés par la subvention une fois le projet approuvé. La facturation de l'étude peut être effec-tuée jusqu'à 12 mois avant le dépôt de la demande.

- La procédure prescrite de passation de marché (cf. Point 3 du BNBest-P/Private Träger promoteurs privés sur les directives de subvention) est à respecter pour la commande de l'étude.
- La réalisation doit **obligatoirement être effectuée par des experts indépendants**.
- Un rapport de l'étude doit être remis à bengo au moment de l'introduction de la demande de projet. En principe, l'étude ne doit pas excéder 30 pages.
- De plus, le promoteur privé doit joindre un résumé en allemand reprenant les points clés. Si le rapport n'est pas rédigé dans une langue de communication courante (anglais, français, espagnol), une traduction complète est nécessaire.
- Les révélations de l'étude doivent impérativement être intégrées dans le concept de projet développé avec le promoteur local. Les recommandations doivent être évaluées dans le cadre de la planification du projet et intégrées dans les endroits correspondants de la demande. Sur demande, les informations concernant la sélection des experts, la réalisation et les prestations fournies, dont les données et résul-tats de l'étude, doivent être présentées.
- Si l'étude ne respecte pas les exigences en termes de qualité ou d'indépendance, elle ne peut pas être reconnue.

2. Appel d'offre et pilotage des études de faisabilité

- **Détermination des prestations et ressources attendues ainsi que du calendrier** : Énumération et explication des produits, prestations et activités (par exemple sous forme de tableau) qui doivent être fournis par la personne mandatée, y compris les délais et modalités de facturation.
- **Description du profil requis du ou des experts indépendants** : expertise technique, organisationnelle, méthodique et régionale ; présentation de l'indépendance, composition, rôles et missions de toutes les personnes impliquées.
- **Mise à disposition des documents de préparation** : documents de stratégie / politique nationale, documents de contexte, références bibliographiques, documents des projets précédents, le cas échéant guides méthodiques, points de structuration (cf. paragraphe 4), élaborations/planifications/schémas de projet et demandes précédents, etc.

3. Critères de contenu pour les études de faisabilité

- L'étude doit présenter le contexte du projet prévu **sur tous les niveaux pertinents** (micro, méso, macro) et contenir des données essentielles pertinentes pour le projet concernant la situation de départ.

- Sur cette base, il faut analyser dans quelle mesure l'approche choisie peut contribuer à résoudre la problématique auprès des groupes cibles et d'autres acteurs. En outre, le projet doit être évalué de manière critique vis-à-vis des critères de l'OCDE DAC[1], à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, les effets et la durabilité (voir point 5).
- De plus, des **recommandations les plus concrètes possibles pour les adaptations du concept de projet spécifique, y compris la matrice d'impacts et les mesures**, doivent être formulées. Ce faisant, les acteurs et parties prenantes à impliquer, les suggestions pour les champs d'observation de la mesure des résultats et des impacts ainsi que les opportunités et risques doivent être pris en compte.

4. Structure de l'étude et guide

Les questions directrices suivantes servent d'orientation pour le contenu de l'étude. Elles doivent être considérées comme un recueil qui permet de prioriser les questions pertinentes pour l'étude concrète à des fins de collecte, d'analyse et d'évaluation de données.

4.1 Objectif et utilisation de l'étude de faisabilité

- La faisabilité de quel objectif du projet (Outcome) doit être vérifiée ? À quel point les liens de causalité (secteur, composants, régions du projet) sont-ils cohérents concernant cet objectif du projet ?
- À quelles questions supplémentaires sur la conception et la mise en œuvre du projet de la demande l'étude de faisabilité doit-elle répondre ?
- Comment l'étude de faisabilité s'intègre-t-elle dans la planification du projet dans le sens de l'apprentissage commun ?

4.2 Méthodologie

- Quelles méthodes participatives, quels instruments et ressources sont utilisés pour la collecte et l'analyse des données ?
- Quels et combien d'acteurs sont impliqués ? Quels sont leurs contextes et intérêts ?

4.3 Situation de départ et analyse des problèmes aux niveaux macro, méso, micro

- Quels problèmes actuels dans les situations de vie des groupes cibles ont été identifiés et sont pertinents dans l'ébauche de projet ? Parmi les causes, lesquelles sont priorisées et résolues dans le projet ?

[1] Organisation pour la Coopération et le Développement Économique et son comité d'assistance au développement.

- Sur quels potentiels locaux, structures existantes (institutions, réseaux, organisations faîtières et autres) et mécanismes sociaux est-il possible de s'appuyer ? Quelles lacunes ont été identifiées dans le système ?
- Existe-t-il, le cas échéant, des approches et résultats issus de mesures de développement précédentes ? Si oui, comment s'appuyer dessus ?
- Quelles autres conditions-cadres, par exemple des dynamiques de conflit, doivent être prises en compte dans le contexte du projet prévu ?

4.4 Promoteur local du projet dans le pays partenaire

- Quelle(s) organisation(s) a/ont été sélectionnée(s) comme promoteur local du projet et pourquoi ? Qui est à l'origine de l'idée du projet ? Comment l'appropriation du promoteur local du projet est-elle ren-forcée ?
- Dans quelle mesure l'accord existant entre les acteurs est-il formalisé ? Existe-t-il des accords formels entre les acteurs ?
- Les ressources et points forts des partenaires sont-ils connus de manière individuelle et au niveau de l'organisation ?
- Quelles compétences spécialisées, méthodiques et politiques pertinentes doivent être développées au niveau individuel et au niveau de l'organisation ?

4.5 Groupes cibles et autres acteurs (au niveau micro, méso et macro)

- Comment et par qui les groupes cibles directs sont-ils sélectionnés et sur quels critères ?
- Comment les différents groupes cibles se composent-ils ? À quel point les groupes cibles sont-ils homogènes ou hétérogènes concernant des facteurs comme le sexe, l'appartenance ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, la langue, les capacités et dans quelle mesure le projet doit-il prendre cela en compte ?
- Quels potentiels d'autoassistance ont les différents groupes cibles ? Comment les capacités locales de résolution de problème peuvent-elles être renforcées ?
- Les groupes cibles et les autres acteurs ontils une compréhension commune des problèmes, de la priorisation et des objectifs de projet ? Existe-t-il des convergences ou conflits d'intérêts entre d'autres acteurs ?
- Quel est le degré de soutien, par exemple sous forme de fonds propres des différents acteurs, pour le projet ? Quelles sont leurs possibilités d'influence sur le projet ?

5. Évaluation du projet prévu selon les critères de l'OCDE DAC[2]

Les questions directrices sur les critères servent d'orientation pour le contenu de l'étude. Elles doivent être considérées comme un recueil permettant de prioriser les questions pertinentes. Cela permet une priorisation différente des critères en fonction des renseignements recherchés par l'étude.

Pertinence – Dans quelle mesure le projet prévu permet-il de faire ce qui est important ?

- Comment l'approche prévue du projet aborde-t-elle un problème d'importance pour le développement ou une difficulté décisive en matière de développement du pays partenaire ou de la région du projet ?
- L'orientation, les priorisations et les objectifs (approche) du projet prévu sont-ils déterminés avec les groupes cibles et clairement définis ?
- Dans quelle mesure les objectifs d'intervention et la conception prennent en compte de manière adéquate les besoins spécifiques des groupes cibles et les obstacles structurels dans la région du projet, du partenaire/ de l'institution, des programmes politiques ?
- Les normes et standards de l'approche sont-ils compatibles avec ceux des groupes cibles ?
- Le projet est-il conçu de manière sensible au conflit (principe Do No Harm) ?

Cohérence – À quel point l'intervention est-elle adaptée ?

- Quel est le degré de cohérence des activités prévues avec les principes des droits humains (inclusion, participation), les conventions et les standards/directives pertinentes ?
- Dans quelle mesure existe-t-il des synergies et rapports entre le projet prévu et d'autres interventions du même acteur (organisation) et d'autres acteurs ?
- Quelles convergences ou quels intersections d'intérêts des groupes cibles existe-t-il avec les projets d'autres acteurs dans le même contexte ? Dans quelle mesure l'intervention crée-t-elle une plus- valeur ajoutée et duplication (de travail et de financement) sont-ils évités ?

[2] Des informations détaillées sur les critères d'évaluation sont disponibles sur www.oecd.org/fr/cad/evaluation/criteres-cad-evaluation.htm

Efficacité – Avec quelles approches du projet les objectifs peuvent-ils le mieux être atteints ?

- Les liens de causalités (suppositions incluses) sont-ils plausibles ? Quels effets négatifs peuvent apparaitre ?
- L'approche méthodique sélectionnée est-elle adaptée et suffisante pour atteindre l'objectif du projet ? Des alternatives sont-elles nécessaires ?
- À quel niveau (approche multiniveaux) des mesures supplémentaires doivent être prévues pour augmenter d'efficacité ?
- Comment les changements sont-ils mesurés ? Quels indicateurs (champs) sont les plus adaptés pour cela ?

Efficience – L'utilisation des fonds prévue par le projet semble-t-elle économique en rapport avec la réalisation de l'objectif ?

- Dans quelle mesure les mesures prévues peuvent-elles être mises en œuvre avec les fonds et l'effectif prévus dans la durée prévue ?
- Dans quelle mesure les dépenses prévues sont-elles utilisées de manière économique et les investissements, dépenses de fonctionnement et de personnel sont-ils adaptés aux objectifs prévus ?

Effet (importance) – Dans quelle mesure le projet prévu contribue-t-il à la réalisation d'effets géné-raux en matière de politique de développement ?

- Quelle contribution particulière l'objectif du projet (Outcome) apporte-t-il à l'objectif général (Impact) ?
- Dans quelle mesure le projet prévu a-t-il un impact structurel, est-il un modèle exemplaire et servira-t-il d'influencer positivement une partie signifiant / accrue de la population pendant et après la durée du projet.

Durabilité – Dans quelle mesure les effets positifs persisteront (sans promotion externe autre) même après la fin du projet ?

- Comment la durabilité des résultats et effets peut-elle être garantie et renforcée (au niveau structurel, économique, social, écologique) ?
- Quelles capacités sur le long terme sont constituées dans le groupe cible pour pouvoir poursuivre de manière autonome les mesures implémentées ?

- Quels sont les changements positifs (comportement lié aux rôles spécifiques / aux responsabilités prévu dans la société, mécanismes, réseaux, etc.) dont la société civile bénéficie-ra sur le long terme ?
- Quels risques personnels pour les personnes à l'origine de la mise en œuvre, quels risques institutionnels et de contexte influencent la durabilité et comment peuvent-ils être minimi-sés ?

6. Recommandations

Quelles **suggestions concrètes** peuvent être données ou encore intégrées sur la base des révélations principales sur les thématiques 3 à 5 et de l'évaluation selon les critères DAC pour le concept du projet dans le con-cept spécifique ? Exemples :

- Quels composants manquent le cas échéant dans le concept du projet pour créer des liens de causali-tés plus cohérents et réaliser les objectifs prévus de manière durable ? Quels composants prévus ne sont plutôt pas adaptés ou peuvent avoir des effets négatifs et pour quelles raisons ?
- Quelles suppositions des liens de causalités sont réalisables ?
- Quelles révélations et données de l'étude pertinentes pour le projet sont adaptées à une intégration dans la logique du projet (matrice d'impacts de la demande de projet) ? Quelles recommandations y a-t-il pour des indicateurs possibles pour l'observation des effets et les collectes de données ?